



**SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020**  
**DECISION N° 2020-038- DB**

<b>Date d'affichage :</b> <b>21 février 2020</b>		Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	19	<b>Membres présents en séance :</b>
Excusé(s) :	4	<b>Présents : (19)</b>
dont pouvoir(s) :	3	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAULT, Anatole MICHAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.
Absent(s) :	0	<b>Excusé(s) : (4)</b>
Nombre de votants :	22	Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Jean-Marie POIRON
Secrétaire de séance :		<b>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)</b>
M. Eric MOUSSERION.		Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA, Jean-Marie POIRON à Jérôme HARRAULT
		<b>Absent(s) : (0)</b>

**CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES ET D'ENTRETIEN DES ZONES D'ACTIVITÉS DE LA PETITE CHAMPAGNE, DOUCE, LA SAULAIE, LA CROIX SAINT MARC, LES FOUGERONS SUR LA COMMUNE DE DOUE EN ANJOU**

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire assure l'exploitation et l'entretien des zones d'activités (ZA) reconnues d'intérêt communautaire.

A compter du 1er janvier 2020, la Communauté d'Agglomération demande à la commune de DOUÉ EN ANJOU d'assurer des prestations d'entretien courant des espaces communautaires sur la ZA Petite Champagne, d'une part, des prestations ponctuelles sur les voiries communautaires des zones d'activités situées sur son territoire, d'autre part.

Les zones concernées par cette convention sont les zones d'activités économiques (ZAE) d'intérêt communautaire de la Petite Champagne, Douce, la Saulaie, la Croix Saint Marc et les Fougerons.

**Les prestations d'entretien courant des espaces communautaires portent sur les interventions suivantes :**

- Le ramassage de 2 corbeilles sur la ZA Petite Champagne, 2 fois par mois,

**Les prestations ponctuelles sur les voiries communautaires des zones d'activités portent sur les interventions suivantes :**

- L'entretien de la chaussée
- La viabilité hivernale
- Les interventions d'urgence.

La commune de DOUÉ EN ANJOU facturera à la Communauté d'Agglomération à terme échu, semestriellement ou annuellement et sur la base d'un bilan complet, les interventions programmées et réalisées.

Le montant total des prestations programmées est arrêté à la somme annuelle de **550 euros**.

La présente convention est consentie et acceptée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Compte tenu des éléments techniques développés ci-dessus,

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**Vu** la délibération n° 2017-013 DC du 2 février 2017 du Conseil de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, complétée et modifiée par les délibérations n° 2017/154 du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018 ;

**Considérant** que pour assurer la continuité du service public relevant des compétences communautaires, il apparaît souhaitable de confier aux services de la commune de DOUE EN ANJOU les prestations d'entretien courant des espaces communautaires sur la ZA Petite Champagne, ainsi que les prestations ponctuelles sur les voiries communautaires des zones d'activités situées sur son territoire .

**Vu** la délibération n°2017-322 DC du 14 décembre 2017 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, définissant les conditions financières et patrimoniales des transferts de biens appartenant aux communes et situés sur les ZAE dans les meilleurs délais et dans les conditions prévues dans le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Aussi,**

**Il est proposé au Bureau :**

- **D'APPROUVER** la convention de prestations de services et d'entretien des zones d'activités de la Petite Champagne, Douce, la Saulaie, la Croix Saint Marc, les Fougerons sur la commune de DOUÉ EN ANJOU entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la commune de DOUE EN ANJOU à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2024 ;

- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge des Travaux et des Grands Équipements à signer cette convention et tout acte en découlant ;

- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge des Travaux et des Grands Équipements à prendre toute disposition nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

**Le Bureau est invité à en délibérer.**

**Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.**

Résultat des votes : Pour = 22 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs  
du 1er trimestre 2020



*[Signature]*  
Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.10 Divers – 7.10.6 Autres
-------------------	--------------------	-----------------------------

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*